

Compte-rendu du GT salariat 24 avril

Présent-es :

Structures : SUD éducation, Solidaires Paris, SUD Industrie, SUD SDIS, SUD Rail, Asso-Solidaires, Solidaires Jeunesse et sport, SUD CAM, Solidaires Finances publiques.

SN : Véronique Poulain, Brendan Chabannes, Jérôme Bonnard

L'ordre du jour comportait les points suivants :

1. Mise en conformité avec la réglementation et les bonnes pratiques en matière de gestion des salarié-es
2. Conditions de travail
3. Revendications des salarié-es

1/ Gestion des salarié-es

Les interventions ont convergé sur la nécessité d'améliorer la gestion par le BN des salarié-es.

Les constats suivants ont été faits :

- Il manque à ce jour les contrats de travail de 3 salarié-es (les fiches de paye faisant office de contrat) et les fiches de postes pour 4 salarié-es.
- Les entretiens professionnels tous les deux ans ne sont pas organisés.
- Il n'existe pas à ce jour d'entretien annuel, qui devaient être organisés par le collège des référent-es qui n'a pu être mis en place.

Plusieurs structures ont insisté sur l'urgence à régler ces questions et leur dimension structurante pour la gestion des salarié-es par le BN.

Le SN a indiqué pouvoir commencer le travail, mais aussi que certaines de ces tâches nécessitent l'appui des structures du BN. En particulier, SUD éducation a indiqué y être prête, et SUD Rail a indiqué vouloir réfléchir à cet investissement. Le concours d'autres structures sera le bienvenu.

Etudier à moyen terme la question de la mise en œuvre de contrats de type "élu associatif" ou "dirigeant" (au sens de l'article L3111-2 du Code du travail) permettant l'articulation entre mandat (électif) et salariat. ASSO se propose de fournir (dans la mesure de ses forces) une note au GT permettant d'éclairer le fonctionnement de ce type de contrat dans une association. Le SN cherchera aussi à se documenter (y compris en consultant des juristes) sur ces questions pour présenter des éléments aux structures éclairant leur décision.

2/ Conditions de travail

Un débat s'est engagé sur les questions :

- de la définition des missions des salarié-es en situation d'animation de l'USS,
- du temps de travail effectif des salarié-es et de la distinction avec le militantisme ; débat qui n'a jamais fait véritablement consensus dans l'organisation, ni le GT salariat,
- l'égalité de traitement entre salarié-es de l'Union mais aussi avec les camarades qui sont déchargé-es, détaché-es, mis à disposition.

La nature des débats au cours du GT fait apparaître la nécessité de s'organiser de manière structurée afin d'avancer sur ces questions.

Plusieurs pistes ont été avancées par les structures ou le SN pour avancer de manière concrète :

- Le travail des fiches de poste, qui permettra aux salarié-es d'avoir en main un document servant à cadrer le nombre des missions et la charge de travail. Dans ce cadre, il est apparu que la nature des fiches de poste devait prendre en compte la notion d'animation d'une structure.
- La réflexion sur un régime d'astreintes qui permettrait éventuellement de venir prendre en compte le besoin en disponibilité particulière de certain-es salarié-es.
- La mise en œuvre d'un logiciel permettant aux salarié-es de déclarer leurs heures effectives pour en permettre un meilleur suivi de la part du BN.

3/ Revendications des salarié-es

Trois revendications ont fait l'objet d'une discussion par le GT :

- Le passage au statut de cadre.
- Le forfait jour cadre.
- Le financement d'actions sociales et culturelles.

Concernant le passage au statut de cadre, certaines structures ont penché pour, d'autres ont indiqué n'avoir à ce stade pas de mandat sur la question.

Concernant le forfait jour, des structures ont réitéré leur opposition franche au motif notamment :

- que cette revendication est contraire au cahier revendicatif de Solidaires,
- que cela viendrait à faire reposer davantage la charge de travail sur les salarié-es.

Un consensus semble s'être dégagé en faveur des ASC.